

ACTION PUBLIQUE 2022 : LES FINANCES NE SONT PAS À VENDRE !

Il y a quelques jours, le gouvernement lançait sa campagne « *Action publique 2022 : pour une transformation du service public* ». Un comité (CAP 2022) sera chargé de faire des propositions. Il sera composé de hauts fonctionnaires, de politiques ou d'économistes. Autant dire une bande de technocrates totalement coupés de la réalité du service public. Ils auront pour objectifs de rechercher les missions qui pourront être totalement abandonnées, celles qui pourront être confiées au secteur privé dans le but ultime de supprimer 120 000 emplois.

Les Finances sont dans le viseur ! Lorsque les fossoyeurs de notre modèle social affichent comme ambition de « *développer la relation de confiance entre les usagers et les administrations* » ou quand le ministre du budget et de l'action publique déclare vouloir « *transformer Bercy d'administration de contrôle en administration de service* » tout est dit. L'idée est de laisser le marché « *s'auto-réguler* », de réduire les normes, d'abandonner ou d'alléger les contrôles et les sanctions. La stratégie est simple : mettre hors d'état de nuire les sala-

riés des finances afin de permettre aux plus nantis d'encore mieux vampiriser l'économie et la société française.

Oui ! **Les ministères de Bercy et les établissements semi-public des Finances sont en danger !** Pourtant les missions qui leurs sont confiées sont essentielles pour l'économie et la société ! Les exemples qui suivent ne sont qu'une infime partie des missions dévolues aux salariés des finances, pourtant vitales pour l'ensemble de la population. **Soyons fiers de notre travail, défendons-le !!!**



MISSION ESSENTIELLE !

60 À 80 MILLIARDS DE FRAUDE FISCALE, LA PESTE NOIRE DES FINANCES PUBLIQUES !

D'innombrables dispositifs légaux permettent aux plus riches d'esquiver leurs obligations de participer au financement de la société. Mais pour beaucoup, moins contribuer que le reste de la population semble encore trop. Ils s'adonnent volontiers à la fraude fiscale. Ils agissent ainsi comme des parasites, ponctionnant le plus de richesses possible à son hôte en l'affaiblissant chaque année un peu plus. En réduisant les moyens des administrations des finances publiques et des douanes c'est la fraude qui sort grande gagnante. **Ne laissons pas les pouvoirs publics organiser la prolifération de ce fléau.**



MISSION ESSENTIELLE !

CONJURER LE SPECTRE DU TERRORISME !

Dans ce domaine, la douane a évidemment un rôle primordial à jouer en matière de contrôle aux frontières ou encore de surveillance des quelques 180 millions de passagers qui transitent chaque années dans les aéroports français. Mais c'est aussi la lutte contre les trafics d'armes ou le financement d'activités terroristes qui est au cœur de cette mission. En 2016, les cas de blanchiment ont augmenté de 60 % et la douane a saisi 149,4 millions d'euros d'avoirs criminels soit plus de 170 % d'augmentation par rapport à l'année précédente. **Ne jouons pas avec notre sécurité donnons les moyens nécessaires aux services douaniers !**





MISSION ESSENTIELLE !

SÉCURITÉ ET CONFORMITÉ DES PRODUITS, NOTRE SANTÉ N'A PAS DE PRIX !

Ces derniers mois, l'actualité a été rythmée par la découverte des fraudes économiques de grande ampleur (lasagnes à la viande de cheval, dieselgate, etc). Un des rôles de la DGCCRF consiste à vérifier la sécurité et la conformité des produits, à assurer la loyauté du marché à l'égard des consommateurs et des citoyens. Notre santé n'a pas de prix ! Pourtant en éclatant les services de la DGCCRF dans les DIRECCTE et en amenuisant leur moyen, l'État préfère donner sa confiance aux industriels et mettre en péril notre santé. **Arrêtons cette folie et faisons en sorte que la DGCCRF recouvre sa pleine capacité d'action.**



MISSION ESSENTIELLE !

NE LAISSONS PAS LES BANQUES JOUER AVEC NOTRE ARGENT !

La crise financière de 2008 a démontré l'extrême vigilance qu'il fallait observer vis-à-vis du comportement des banques. L'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution vérifie que les établissements de crédit, les entreprises d'assurance et les mutuelles respectent les règles de prudence définies à l'échelle internationale et européenne. La Banque de France analyse aussi les mutations de la sphère financière, en évalue les risques et propose des adaptations de la réglementation. Pourtant là aussi les moyens législatifs et humains ne sont pas donnés pour nous protéger d'une nouvelle crise que nous payerions encore de notre poche. **Mettons fin au plan social prévu à la Banque de France.**



MISSION ESSENTIELLE !

UN TOIT POUR TOUS !

Une des missions de la Caisse des dépôts et consignation est le financement du logement social. Or, de véritables menaces de démantèlement planent aujourd'hui sur l'institution afin de soustraire un certain nombre de politiques publiques au périmètre de la dette. Un vrai risque existe de déconnecter l'épargne populaire du financement du logement social. Quelle honte dans un pays riche et « civilisé » de laisser mourir des femmes et des hommes dans les rues de ses villes ! **Renforçons au contraire les prérogatives de la CDC et ses missions d'utilité publique.**



De nombreuses autres missions assurées par les salariés des finances sont évidemment tout aussi essentielles. Production d'une véritable statistique publique indépendante, aide au développement assurées par l'agence française de développement, financement de l'économie réelle grâce à la BPI, contrôle de la dépense publique par les services des Finances publiques, préservation de l'environnement par les services Douaniers et de la CCRF...

NOUS VOULONS ÊTRE RECONNUS POUR L'IMPORTANCE ET LA QUALITÉ DE NOTRE TRAVAIL ! NOUS VOULONS LES MOYENS DE BIEN REMPLIR NOS MISSIONS !